

AR000PO22N143

**ARRÊTE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT
A L'OCCASION DE LA FETE VOTIVE DU 13 AOUT AU
15 AOUT 2022**

Le Maire de la Ville de MONTARNAUD.

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L.2211-1 à L.2216.1 relatifs aux pouvoirs de police du maire,

Vu le Code pénal notamment l'article R 610-5,

Considérant qu'il a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public à l'occasion de la fête votive qui se déroulera du 13 août au 15 août 2022.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de la manifestation « FETE VOTIVE » le stationnement et la circulation seront interdits :

- De l'avenue de Montpellier à hauteur de l'impasse des Figuiers jusqu'à l'avenue d'Argelliers à hauteur de la rue courte.
- L'intégralité de la place de la Fontaine
- L'avenue des Pins jusqu'à la rue du Barry
- La rue du Barry jusqu'à l'avenue Gilbert Sénès
- De l'avenue Gilbert Sénès à hauteur de la rue du Barry jusqu'à la place de la fontaine.

Le samedi 13, dimanche 14 et lundi 15 août 2022, de 20h à 22h.

Une déviation sera mise en place par la rue de la Mosson et la rue des Gabels par les services de la ville.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : La brigade de Gendarmerie de Saint-Georges d'Orques et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Montarnaud dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois :

- à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte,
- à compter de la réponse de la commune de Montarnaud si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

